

Géopolitique Contemporaine

La Chine bénéficie d'un développement économique important entre 2002 et 2020 avec une multiplication de son PIB par dix. Si ce développement est important il n'est néanmoins pas hors du commun le Japon par exemple a connu une croissance plus importante que la Chine dans les années 70. Néanmoins cette croissance combiné à une forte démographie lui permettra devenir la première économie mondiale dans en 2025.

Cette économie reste néanmoins fragile :

1. Son modèle de développement est compromis. Le modèle du salaire bas couplé à une production de masse et des exportations ne fonctionne plus. Le salaire est aujourd'hui à la hausse et comparable pour des employés à des salaires d'Europe de l'Est ; et l'augmentation des coûts de production notamment via l'augmentation du prix des matières premières fait baisser la compétitivité. En 2030 les salaires moyens chinois devraient atteindre 2/3 du salaire moyen polonais, aujourd'hui on reste à 50 % bien loin de l'Éthiopie par exemple à 50\$ de l'heure contre 150 en Chine.
2. Les sanctions américaines affaiblissent fortement le pays. En effet les taxes sur les importations en provenance de Chine créé une destruction de l'emploi et la délocalisation à l'étranger, Vietnam par exemple.

Le défi chinois est donc de passer d'une économie basée sur la production de masse à bas coûts à une économie basée sur les innovations ainsi que la R&D ; passer aussi à une société de consommation. Pour cela des changement de mentalité sont encore nécessaires face à une corruption endémique, une répartition inégale des richesses, une réticence à respecter les règles du commerce internationale, etc.

I. La Chine une puissance mondiale

1. Une puissance économique

La Chine est au deuxième rang mondial à 15,5 milliards de dollars de PIB soit 9400\$/hab et près du double en parité de pouvoir d'achat, comparable donc à la Roumanie. À priori la Chine sera la première puissance économie en 2025 grâce à une forte croissance, une augmentation spectaculaire de l'espérance de vie (76 ans contre 82 en France), et un taux d'alphabétisation élevé. Ce développement s'est fait au bénéfice des mégalo-poles du littoral.

Si le pays a longtemps été considéré comme l'usine du monde, il l'est de moins en moins. En effet la Chine impose désormais ses propres marques comme l'illustre les BATX. Elle reste la première puissance industrielle mondiale avec 20 % de la production mondiale, 40 % des exportations et 25 % des importations. C'est une puissance forte dans les nouvelles technologies comme le panneau solaire dont elle contrôle plus de 80 % de la production, dans le secteur ferroviaire alors que le pays ne comptait pas un km de ligne à grande vitesse c'est depuis 2013 le premier. L'essentiel du succès de la Chine est donc dans un premier temps lié à sa main d'œuvre, mais aussi à l'unicité du marché intérieur du fait de la relative homogénéité de la population, et permettant donc de grandes économies d'échelle.

De plus l'économie chinoise peut compter sur un fort interventionnisme de l'État qui n'hésite pas à soutenir ces entreprises, qui ne sont d'ailleurs pas cotées en bourse.

Trois facteurs majeurs expliquent le développement du pays :

1. L'adhésion à l'OMC, apportant de nombreux avantages dont principalement le démantèlement des quotas et les mesures restrictives d'exportation ainsi qu'un accès plus simple aux marchés européens et américains. Cette adhésion permet aussi le rachat par la Chine d'entreprise étrangères, mais aux occidentaux d'avoir un respect de la propriété intellectuelle.
2. La construction de ZES, des villes offrant partiellement ou entièrement des avantages fiscaux aux investisseurs (impôts, taxes) mais aussi l'importation sans frais de technologie, et va donc encourager les transferts de technologie vers la Chine.
3. La compétitivité salariale, qui reste un avantage relatif. La productivité chinoise reste médiocre, un vingtième du Japon et un quinzième de l'Allemagne, car ne bénéficiant pas de robotisation massive. C'est avant tout un choix politique afin de ne pas créer de mécontentement dans la population. Enfin les ouvriers et employés qualifiés restent très onéreux du fait de son manque. Les contraintes administratives restent fortes notamment du fait du passeport intérieur chinois Hukou qui a pour but d'éviter le déplacement des populations et de la garder là où elle est née. Néanmoins une tolérance générale est appliquée car permettant d'avoir une main d'œuvre bon marché et malléable. En réalité la force de la Chine est bien plus dans l'absence de réglementations contraignantes (sanitaires, sociales, code du travail), et la baisse du fret maritime et aérien que le prix de la main d'œuvre.

À cela on peut rajouter le défi fort de l'exode rural, on estime que dans les quarante à cinquante années à venir c'est plus de 500 millions de chinois qui arriveront dans les villes ; le défi de la lutte contre la corruption qui reste endémique dans le pays avec un fort népotisme ; le vieillissement, pour 2050 on estime à 20 % de la population les plus de 65 ans diminuant drastiquement le nombre d'actifs.

La Chine reste néanmoins faible au point de vue économique, elle risque de demeurer au rang de sous-traitant car participant peu à la recherche mondiale. Elle dépose peu de brevets et souffre d'un exode fort de sa population notamment pour les USA. Par rapport au brevet cela est aussi dans la stratégie chinoise, elle reste plus discrète de cette manière car ne déclarant pas ses recherches, mais est du même coup bien moins protégée. Cette élite qui s'exile ainsi que le capitalisme d'État chinois est peu propice à l'entrepreneuriat ; aujourd'hui la Chine met bien plus d'adaptation en place que de réelles innovations. De fait si la Chine est bien un concurrent redoutable, elle a un retard considérable sur l'occident pour tout ce qui touche au marketing, au design, etc.

On constate tout de même une évolution encourageante, 25 % de la population chinoise a suivi une fonction supérieure. Ces dernières années la Chine cherche à son tour à attirer les cerveaux du monde entier ; un nombre important d'université étrangère s'implantent en Chine, pays donnant des perspectives plus avantageuses pour les jeunes diplômés. Aujourd'hui l'élite formée à l'étranger a même tendance à revenir en Chine car le marché est plus dynamique et est bien moins concurrentiel.

2. Une puissance politique

Vu de Pékin, l'Occident cherche la guerre, la Chine se voit comme assiégée de toute part. Si le pays est certes une puissance militaire, nucléaire, politique et spatial en devenir, avec l'objectif Mars. Il subsiste un profond écart entre la Chine et les USA. L'écart du budget militaire est éloquent de ce point de vue, les USA disposent de la moitié des sous-marins du monde avec 73 engins contre moins de 20 pour la Chine. Les États-Unis disposent de 11 porte-avions et la Chine seulement deux pour l'instant.

Si ce retard se comble, la Chine ne veut pas tomber dans le piège américain de la course aux armements qui a perdu l'URSS. La Chine a étudié avec grande minutie le déclin soviétique, et en a tiré sa concept de guerre asymétrique. Le point de vue chinois est qu'il est futile de chercher à avoir une aussi grande armée que les États-Unis. Cette guerre asymétrique a comme but le développement d'armes suffisamment efficace pour paralyser

l'armée américaine. Cela passe donc par le développement de nouveaux systèmes d'arme comme le DF-21, qui serait avec sa variante DF-21D en capacité de mettre hors d'état de nuire des porte-avions. Elle développe aussi des engins comme des lasers aveuglants contre les satellites, et continue d'investir dans le champ cyber. Sur les dix millions d'objets connectés aujourd'hui on en compte seulement 200 000 de sécurisés. De plus la Chine souffre encore de lacunes dans certains champs comme l'aviation, où les moteurs de ses avions sont très souvent fournis par les constructeur russes.

Enfin la Chine reste très vulnérable quant à ses besoin énergétiques. Ses principaux fournisseurs sont basés au Moyen-Orient, zone principalement sous contrôle américain dans laquelle elle ne dispose pas de capacité à protéger ses ressortissants. De plus ces relations avec les acteurs régionaux sont sujet à la manière dont la Chine traite ses nationaux musulmans.

Taïwan

La Chine est aussi en conflit ouvert avec les USA sur plusieurs sujets, le principal étant Taïwan avec qui les américains ont fait une alliance dès 1954. Le point de vue des puissances est discordant, encore aujourd'hui la RPC considère l'île de Formose comme devant lui appartenant et devant lui revenir un jour ; il est inconcevable pour la Chine de remettre en cause ce point. À ses yeux Taïwan constitue seulement une province rebelle et non pas un État indépendant. On a une volonté de reconquête par la force qui ne se cache pas, et une guerre psychologique importante via des vols d'avions récurrents au dessus de l'île ou les tirs de missiles.

La vision Taïwanaise est elle bien différente, son gouvernement s'est pendant longtemps présenté comme le seul État légitime de la Chine, qui devrait un jour reconquérir le territoire continental. Si cela était encore plausible il y a trente il n'en est plus question aujourd'hui. De fait dans la jeunesse on observe un nouveau nationalisme uniquement Taïwanais qui cherche à déclarer l'indépendance de l'île et marque donc la fin des prétentions à reprendre le territoire. La Chine elle refuse tout idée d'indépendance d'un territoire qu'elle estime devoir lui revenir un jour.

De fait plusieurs scénarios se posent si la Chine décide de reprendre Taïwan par la force. Les États-Unis n'interviennent pas et perdent donc la face, ou décide de s'engager et peuvent provoquer une crise militaire majeure. La question de défendre Taïwan est difficile du côté américain, pourquoi s'y risquer ? Il n'y a au enjeu économique majeur pour justifier cette intervention, au USA la puissante minorité chinoise est la seule à voter républicain.

Les Îles Spratleys

Les Îles Spratleys c'est environ 180 îles, dont 36 émergés à marée haute, couvrant au totale 5 km² de terres., appartenant à la France pendant la colonisation. La première décision de Trump en arrivant au pouvoir a été de mettre au point de nouvelles patrouilles dans la région. Ces îles sont revendiquées par la Chine au nom de la souveraineté historique. Elle met en place dans ces îles une politique de poldérisation afin de créer entre autres des pistes d'atterrissage faisant office de porte-avions permanents. Ces îles constituent donc un grand enjeux juridique et maritime, car permettant de posséder une ZEE énorme dans une zone de passage, lui permettant donc de contrôler les navires dans la zone. De plus la militarisation de ces îlots permet d'empêcher le passage à une marine étrangère, on parle de stratégie de déni d'accès, permettant entre autre de ralentir une intervention américaine visant à secourir Taïwan, soit forcer le passage au prix de lourdes pertes ou faire le tour et perdre énormément de temps.

Enfin contrôler les Spratleys permet de contrôler la Fosse Marianne profonde de 11 000 mètres, donnant donc un accès rapide aux eaux profonde pour immerger les sous-marins depuis Hainan. Hainan se caractérise principalement par ses bases militaires et navales de Hainan, où sont disposés des SNLE (environ quatre pour la Chine) ainsi que ses SNA (propulsion nucléaire) ; mais aussi pour ses installations touristiques.

Pour rappelle une ZEE est de 200 milles marins, soit environ 270 km. Elle permet un droit contrôle sur les navires de la zone ainsi que le droit de les arrimer. Contrôler la ZEE des Spratleys permet donc un contrôle sur les marchandises entre l'extrême orient et l'Europe.

D'un point de vue non chinois cette prise de position dans l'archipel n'est qu'une simple annexion, de plus pour prétendre à contrôler un territoire marin il faut que ce dernier soit viable, ce qui n'est pas le cas des Spratleys. Cela est précisé par la Convention sur le droit de la mer de 1973, n'étant pas considérées comme pleinement habitable ces îles n'ont jamais eu de populations ou d'économies propres. Elles sont donc considérées comme es écueils et non des îles et à ce titre même si les revendications de souveraineté sur les parties émergées peuvent

conduire à l'existence d'une eau territoriale, y compris à l'intérieur d'une ZEE d'un État tiers, elles ne peuvent pas conduire à l'existence d'une ZEE propres à ces îles. De fait le bénéfice de la ZEE s'applique au domaine archipélagique. Néanmoins le droit s'arrête là où commence les intérêts nationaux, et les Spratleys recaleraient des gisements pétroliers ainsi que des ressources halieutiques.

3. Une puissance financière

a. Un acteur international

La Chine est exportatrice de capital, elle place plus d'argent à l'étranger qu'elle n'en reçoit. Ces capitaux, environ 3250 milliards de dollars, sont gérés par des fonds publics. La monnaie chinoise est dans l'ensemble très stable comparativement aux autres BRICS. Le renmibi à une parité fixe avec le dollars, cette monnaie est définie par un panier de 24 devises. Cette monnaie reste néanmoins marginale représentant moins de 1,6 % des transactions mondiales. Afin de limiter les fuites de capitaux les sorties sont limitées à 10 000\$ par jour par étranger, cela a pour but d'éviter l'effet Tequila. La Chine cherche aussi à limiter les spéculations étrangères sur le pays, et limite donc leurs droits quant à l'achat de terrains de maisons, etc. Elle impose aussi la coentreprise avec un partenaire local pour les multinationales.

La Chine a utilisé ses capacités financières fortes pour lui permettre d'acheter des entreprises en Occident en particulier dans le secteur énergie, dans lequel elle est maintenant une grande puissance. Elle a aussi racheté beaucoup d'entreprises pour la marque afin de faciliter l'accès aux marchés, mais aussi de rattraper son retard technologique, via le rachat d'entreprises comme Volvo. Néanmoins elle rachète très rarement une entreprise à 100 %. Elle a aussi tenté de racheter certaines entreprises américaines comme Humer ou SAAB mais le gouvernement américain l'en a empêché.

Le fait d'avoir un actionnaire chinois est aussi une opportunité. Il permet d'avoir accès au marché chinois avec beaucoup plus de facilité, exemple de Club Med ou l'Occitane. Elle rachète aussi certaines entreprises comme des vignobles ou des laitiers pour compenser la froideur des européens ; et disposer de l'image européenne, la population chinoise ayant peu confiance en ses propres marques.

Enfin elle fait aussi des investissements politiques en Europe du Sud par exemple, ou elle rachète des dettes publiques ou prend le contrôle de ports locaux. Elle reste néanmoins minoritaire en France ou sur 100€ investis elle n'en possède que 70 centimes.

b. Un acteur international contesté

Il faut comprendre que par ses pratiques commerciales uniques dans le monde contemporain, la Chine s'attire les reproches des autres acteurs internationaux, qui considère sa politique comme étant déloyale. Les entreprises peuvent bénéficier de subventions publiques massives, tout cela obscur du fait d'une opacité très forte sur les fonds, enfin l'État ne respecte pas non plus les règles de concurrence. L'exemple d'Amazon est excellent, puisque le gouvernement a investi massivement dans le concurrent direct qui est Alibaba et a passé un accord exclusif avec la poste chinoise afin de livrer des colis. De fait les autres services doivent passer par un autre distributeur. Même son de cloche pour Uber, le marché chinois réunissait toutes les conditions pour s'implanter avec succès sur le territoire, mais le soutien massif du gouvernement et des BATX à l'alternative locale Didi Chuxing. À cela on peut rajouter une pratique de dumping, le rôle prépondérant de weechat ainsi qu'un coût d'accès prohibitif au marché local. Uber aurait ainsi perdu 500 millions de dollars en Chine. L'argument chinois face à ces accusations de concurrence déloyale est que si tout le monde ne le fait plus, tout le

monde l'a fait à un moment donné. De manière générale à chaque innovation étrangère est mis en place une innovation chinoise.

Le système politique chinois en lui-même est fortement critiqué. Tout d'abord l'État chinois est contesté de par ses rapports même avec des États ayant des mauvaises relations avec l'Occident, Iran, Soudan, Birmanie, Zimbabwe, etc. Les laogai, goulags chinois, sont régulièrement dénoncés. Il ne servent pas aux prisonniers de droit commun mais uniquement aux prisonniers politiques. De même l'absence de démocratie réelle est souvent décriée, mais il ne faut pas tomber dans le piège de décrire la Chine comme la Corée du Nord. Les chinois peuvent voyager, peuvent s'exprimer, mais dans un stricte cadre. Bien sûr certaines structures sont directement vues comme des menaces par les autorités, la plus part du temps les religions et autres mouvements capable de déplacer les foules. Aujourd'hui l'ennemi principal du gouvernement dans ce point de vue est le Falun Gong, mouvement spirituel à la base, qui face à sa prise d'ampleur, sa capacité à rassembler sans possibilité de le noyauter par le PCC sera attaquer par Jiang Zemin qui y voit un danger de la plus grande ampleur. Depuis le lanceur de ce mouvement est en exil aux USA et les pratiquants déportés, torturés, etc.

B. La question du Tibet

1. Le royaume des neiges

Dans les régions montagneuses les hommes se déplacent peu, des petites royautes se mettent facilement en place créant des États comme le Népal, le Bhoutan, le Liechtenstein et d'autres. Dans les contreforts de l'Himalaya se trouve le Tibet. Le Tibet en lui-même est difficilement définissable.



À l'Ouest se trouve la « Région autonome du Tibet », à l'Est le reste du Tibet historique qui a été rattaché à d'autres régions du pays. On a donc une opposition entre le Tibet culturel-historique et le Tibet politique à savoir la Région Autonome du Tibet. Aujourd'hui quand on parle du Tibet on suit le point de vue chinois car se référant à la Région Autonome du Tibet. De fait le Tibet historique est grand de 2.5 millions de km², le Tibet politique d'environ 1.2 millions de km² soit 12 % du territoire chinois !

Du point de vue chinois le territoire lui appartient. Il est devenu vassal de la Chine au XVIII^{ème} siècle et a pris son indépendance en 1912 suite à la fin de l'Empire et la proclamation de la République de Chine en 1911. En 1950 la RPC « libère le Tibet » et l'incorpore définitivement à la Chine. Du point de vue chinois c'est une libération du système théocratique fort qui dominait dans la région. Les tibétains ne sont pas tous hostiles aux chinois qui promettent une réforme agraire, la fin du servage, de l'esclavage et d'autres progrès sociaux. Les rapports sont assez cordiaux avec la RPC, puisque Mao ira jusqu'à nommer le Dalaï-lama vis-président en 1954. La CIA saura exploiter les revendications de certains Tibétains pour lancer un conflit avec le pouvoir central. Depuis la région a perdu la majorité de son autonomie, le pouvoir local est soumis au pouvoir central, et le respect de la culture revendiqué par les Tibétains est loin d'être actée. En 1959, le Dalaï-lama a fui en Inde avec environ 100 000 Tibétains, ils sont tolérés là-bas et ne doivent pas avoir une activité politique sur le territoire afin de ne pas gêner les relations entre l'Inde et la Chine. Il tient donc ses discours les plus virulents quand il n'est pas en Inde.

On retrouve donc une forte population et culture tibétaine en dehors de ce Tibet politique :

- Les Tibétains au Tibet politique, trois millions, cette population tend à être diluée avec le temps. Le gouvernement central encourage l'installation de chinois Han dans la région, comme il l'a fait en Mandchourie et cherche à le faire dans le Xinjiang. La première raison à cela est économique, on a besoin d'une main d'œuvre et on se méfie de la population locale, et la raison politique à savoir faire disparaître la culture tibétaine, on peut parler d'ethnocide. Cela passe par exemple par l'apprentissage du Putonghua à l'école.

- Les Tibétains en Chine, trois à quatre millions, cela correspond à la région historique et limitrophe de la régions administrative. Ils sont principalement situés dans le Sichuan majoritairement une population agricole.
- Les Tibétains d'Inde, environ 100 000, il s'agit pour l'essentiel de l'élite tibétaine avec le Dalaï-lama. Ils vivent vers Dharamsala.

On peut dire que le Tibet constitue une véritable nation en soit, elle a une pratique religieuse commune dans le bouddhisme avec le samsara et le karma ; des coutumes comme avec la cuisine, une langue particulière et un drapeau. Il ne faut néanmoins pas faire d'opposition entre chinois et tibétain, beaucoup se reconnaissent dans les deux, et on a une véritable stratégie de séduction de la part de Pékin envers la jeunesse.

La Chine pour mettre en avant l'appartenance du Tibet au pays met en avant l'histoire, les bienfaits qu'elle a apporté à la population, le fait que le Tibet n'ait jamais appartenu à la SDN comme à l'ONU, de fait ils n'ont pas pu envahir un État puisque ce n'en était pas un. Il mettent aussi en avant l'autonomie relative dont ils bénéficient. De même si on regarde la carte des indépendances de l'ONU, le Tibet n'en fait pas partie.

Le Tibet lui met en avant qu'en 1911 l'indépendance fut proclamée en même temps que la République de Chine. Malheureusement cette indépendance n'a jamais été reconnue par de puissances européennes, seules puissances du monde à cette époque, dont cette indépendance reste fortement théorique.

Aujourd'hui la situation est très compliquée de par la succession du Dalaï-lama qui s'avère compliquée. Si un successeur temporaire a été trouvé en la personne de Lobsang Sangay qui continuera la lutte politique le temps de trouver le successeur, la non violence est de plus en plus vécue comme un échec par la population tibétaine. La violence apparaît à certain comme la seule alternative, violence que ce soit contre les autorités, mais aussi et surtout contre soit-même. L'exemple Kurde et Palestinien laisse à réfléchir à un usage de la violence pour avoir une reconnaissance et une avancée de ses droits. La seule nation ayant le courage de reconnaître le gouvernement en exil du Tibet fondé par le Dalaï-lama reste la Norvège, qui a toujours su encouragé les mouvements de résistance qu'ont été l'ANC ou qu'est l'OLP.

2. Les enjeux du Royaume des neiges

Du point de vue militaire le Tibet permet de surveiller l'Inde, et de disposer d'une capacité à l'envahir très rapidement en passant par le Népal en seulement trois à quatre jours à l'époque avec un blindé. Cela permet donc une pression forte et s'explique historiquement. Cette menace réelle de l'Inde à l'époque et donc un enjeux fort à l'époque n'est plus justifié aujourd'hui.

L'enjeu principal est l'enjeu hydraulique. Le Tibet est un véritable château d'eau, tous les grands fleuves d'Asie du Sud-Est partent du Tibet : Fleuve Bleu, Mékong, Indus, Brahmapoutre, Salouen, et autres. Qui contrôle le Tibet, contrôle le reste de l'Asie, c'est un formidable outil d'influence et une intarissable source d'eau pour la Chine. Le fait qu'il n'existe pas de droit des fleuves ne fait qu'amplifier cela. La Chine adopte donc une politique de souveraineté absolue, la doctrine Harmon, selon laquelle l'eau d'un fleuve appartient dans son intégralité au pays qui en a la source. Cette doctrine s'oppose donc fortement avec la cogestion et la doctrine de l'intégrité absolue. Sans le Tibet la Chine perd donc un levier énorme dans ses relations avec ses voisins.